

**CONFIDENTIEL, POUR DIVULGATION SUR  
ENTENTE AVEC LE SOUSSIGNÉ SEULEMENT**

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA  
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE  
DE LA CONSTRUCTION**

---

**AFFIDAVIT DÉTAILLÉ D'YVON BOLDUC**

---

**À :** L'honorable France Charbonneau, présidente  
M. Renaud Lachance, commissaire  
**Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie  
de la construction**  
a/s greffe  
500, boul. René-Lévesque Ouest  
9<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2W 1W7

Je, soussigné, **Yvon Bolduc**, ayant exercé son travail aux fins des présentes, au 545, boul. Crémazie Est, bureau 200, en les ville et district judiciaire de Montréal, province de Québec, H2M 2W4, affirme solennellement ce qui suit :

1. Le ou vers le 18 février 2015, j'ai reçu un préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, document daté du 13 février 2015;
2. En page 1 dudit document, on m'indique que la Commission envisage de faire un rapport défavorable à mon endroit ou de m'imputer une conclusion de mauvaise conduite;
3. Il y est indiqué qu'il est possible que les Commissaires tirent des conclusions défavorables à mon endroit en relation avec mon rôle de président-directeur général du Fonds de solidarité des travailleurs et travailleuses du Québec (F.T.Q.) (ci-après le « **Fonds de solidarité FTQ** »);
4. J'ai plusieurs commentaires à porter à l'attention des Commissaires en ce qui a trait à ces possibles conclusions défavorables et je me propose de le faire dans la présente déclaration assermentée;
5. Avant de les adresser plus spécifiquement, je tiens à porter à votre attention ce qui suit;
6. J'ai travaillé au Fonds de solidarité FTQ de 2002 à 2014;
7. J'ai été embauché par le Fonds de solidarité FTQ en raison de mes nombreuses années d'expérience en droit des affaires et comme gestionnaire;

8. De 2002 à 2006, j'ai assumé le rôle de premier vice-président aux investissements;
9. Au moment de me joindre au Fonds de solidarité FTQ, dans la foulée de l'écclatement de la bulle technologique et de la crise financière de 2001, le Fonds de solidarité FTQ avait subi des pertes de plus de 900 millions \$;
10. À titre de premier vice-président aux investissements, j'ai donc dirigé et implanté de très importantes réformes en priorisant les secteurs et entités affiliées en difficulté;
11. De manière plus spécifique, sans limiter la généralité de ce qui précède, j'ai dirigé la restructuration du secteur des investissements et des Fonds régionaux de solidarité FTQ, j'ai dirigé la mise en place du travail des équipes multidisciplinaires de vérification diligente et de transaction et j'ai mis en place un système élaboré de formation des employés et d'évaluation des cadres;
12. J'avais durant cette période la responsabilité d'une équipe d'investissement d'environ 150 personnes, dont 7 subalternes directes, et d'un portefeuille de près de 3 milliards de dollars;
13. Fort des succès rencontrés dans ce poste, j'ai été nommé en février 2006 président-directeur général du Fonds de solidarité FTQ;
14. Mon principal rôle consistait durant cette période à assurer la croissance à long terme d'une institution financière avec un actif à cette date de près de 7 milliards de dollars, 500 employés, plus de 570 000 actionnaires et 18 bureaux d'affaires à travers le Québec;
15. Il s'agissait donc de coordonner le travail de toutes ces personnes en vue de conjuguer le développement des affaires et de procurer aux actionnaires un rendement intéressant;
16. J'estime avoir réussi dans toutes ces tâches de manière exceptionnelle;
17. De fait, lorsque j'ai quitté le Fonds de solidarité FTQ, l'actif net était passé à près de 10 milliards de dollars et le Fonds de solidarité FTQ avait réalisé 10 semestres consécutifs de croissance positive;
18. Il est vrai que du début de 2009 à mon départ en 2014, le Fonds de solidarité FTQ a traversé une période mouvementée durant laquelle une série d'allégations relatives à quelques dossiers d'investissement étudiés ou réalisés par le Fonds de solidarité FTQ ont été relatés d'abord dans les médias et ensuite devant votre Commission;
19. En définitive, durant toute cette période tumultueuse, ce sont toujours les quelques mêmes dossiers d'investissement qui sont revenus à la surface, d'abord en 2009 et 2010 par l'intermédiaire des médias et, en 2013-2014, pendant les travaux de votre Commission;
20. Durant toute cette période, à titre de président directeur général du Fonds de solidarité FTQ, j'ai toujours été animé par le souci de protéger le Fonds de solidarité FTQ et faire croître

l'avoir des épargnants qui nous confient année après année leurs économies en vue de préparer leur retraite;

21. J'ai également toujours fait le nécessaire pour permettre au Fonds de solidarité FTQ de continuer d'assumer son rôle de catalyseur de l'économie du Québec en investissant massivement aux côtés des entrepreneurs de chez nous;
22. Il importe de mentionner qu'en 2009, alors que le Québec est plongé dans une importante crise économique et financière qui a des répercussions à l'échelle mondiale, le Fonds de solidarité FTQ a continué d'investir courageusement dans l'économie locale, contrairement à d'autres institutions financières;
23. Au total, sur une période de près de 30 ans, ce sont plus de 4 000 dossiers d'investissement que le Fonds de solidarité FTQ et ses partenaires ont réalisé dans l'économie du Québec
24. L'analyse microscopique d'une partie marginale des investissements réalisés, autant en nombre qu'en terme de valeur, par le Fonds de solidarité FTQ présente un portrait injustement déformé de la réalité;
25. De fait, le Fonds de solidarité FTQ n'a jamais investi sciemment avec des partenaires liés au crime organisé;
26. Dans la très nette majorité de ses investissements, voire dans leur quasi-totalité, le Fonds de solidarité FTQ investit dans des entreprises financées par une grande institution financière canadienne et souvent appuyées par une institution gouvernementale;
27. De manière plus spécifique, le reproche que l'on se propose de faire à mon endroit à l'effet que le Fonds de solidarité FTQ n'a pas « instauré de mécanisme permettant d'enquêter efficacement sur les partenaires du Fonds de solidarité FTQ et de la SOLIM afin de limiter le plus possible le financement d'individus liés au crime organisé » me semble tout à fait injustifié;
28. D'une part, une preuve claire a été faite devant la Commission à l'effet qu'il existait avant et après 2009 des mécanismes d'enquête sur les partenaires du Fonds de solidarité FTQ et de la SOLIM;
29. À cet effet, une liste détaillée des pratiques de vérification diligente a été déposée en preuve comme pièce 96P-955;
30. J'invite la Commission à prendre de nouveau connaissance des informations qui se trouvent dans cette pièce et je me permets de rappeler que même avant la réforme de 2009, nous procédions notamment à une vérification auprès des banquiers présents dans le projet et faisons des recherches aux plumitifs civil, pénal et criminel sur nos éventuels partenaires;

31. Par ailleurs, bien que plusieurs journées d'audition aient été dédiées à l'étude des dossiers L.M. Sauvé et Carboneutre afin d'examiner l'infiltration du crime organisé dans l'économie locale, il a été démontré de manière non équivoque que le Fonds de solidarité FTQ n'a pas investi dans ces entreprises;
32. De plus, l'analyse faite par la Commission des dossiers que j'ai qualifiés de « dossiers toxiques » démontre en effet qu'il s'agit d'une partie extrêmement marginale de nos investissements et que la très grande majorité des dossiers d'investissement que nous avons fait l'ont été auprès de partenaires sur lesquels ne pèse aucun soupçon;
33. Le Fonds de solidarité a déjà traité de ces « dossiers toxiques » dans son mémoire déposé le 6 novembre 2014 aux paragraphes 82 à 119;
34. J'invite à nouveau les Commissaires à prendre connaissance des informations qui y sont contenues ;
35. Je tiens à préciser qu'au moment où ces dossiers ont débuté et ont été autorisés, nous n'avions à ma connaissance aucune indication à l'effet qu'ils pouvaient s'avérer douteux;
36. Par ailleurs, comme je le mentionnais ci-haut, pour les rares ex-partenaires dans lesquels le Fonds de solidarité FTQ a investi et sur lesquels de tels soupçons pèsent maintenant, il faut noter que les grandes banques canadiennes de même que les institutions gouvernementales ont également prêté leur confiance à ces individus ou entreprises;
37. Les limites de l'enquête faite par la Commission ne permettent pas de tirer de conclusions relatives aux efforts déployés par les grandes banques canadiennes ou les institutions gouvernementales pour détecter la présence d'individus liés au crime organisé;
38. Toutefois, la présence des grandes banques canadiennes et d'institutions gouvernementales dans les projets examinés par la Commission démontre que peu importe les efforts qu'elles auraient pu déployer, celles-ci n'ont pas eu plus de succès que le Fonds de solidarité FTQ;
39. Pour notre part, je sais pertinemment que l'information dont nous disposions lorsque nous avons investi auprès de Monsieur Ronald Beaulieu était à l'effet que ce dernier avait un dossier criminel, qu'il avait payé l'amende qui lui avait été imposée, qu'il était réformé et qu'il n'avait pas de lien avec le monde du crime organisé;
40. Nous étions de plus informés qu'une autre institution financière d'importance lui avait prêté sa confiance dans le cadre d'un projet immobilier;
41. Par ailleurs, le Fonds de solidarité FTQ a confirmé dans son mémoire que dans le contexte actuel, il ne referait pas un tel investissement parce qu'il ne rencontrerait pas les critères relatifs au risque réputationnel maintenant en place;



42. En ce qui a trait à Monsieur Denis Vincent, la Commission a passé de longues heures à l'étude de dossiers impliquant cet individu;
43. Cependant, la Commission n'a jamais fait témoigner Monsieur Vincent et n'a pas non plus produit de preuves directes de son association au crime organisé après plusieurs années d'enquête et un accès à des informations aussi vastes que des conversations privées interceptées;
44. Dans ce contexte, je trouve particulièrement injuste que l'on reproche à une institution financière de ne pas avoir détecté que Monsieur Vincent pouvait avoir des liens avec le crime organisé, alors même que les autorités policières fort de toutes ces informations obtenues dans le cadre d'enquêtes n'ont porté aucune accusation contre lui;
45. Au moment où le Fonds de solidarité FTQ a investi dans des dossiers impliquant Monsieur Vincent, il n'existait, à ma connaissance, aucune preuve démontrant que ce dernier était lié de près ou de loin au crime organisé;
46. Le Fonds de solidarité FTQ aborde les dossiers impliquant Monsieur Denis Vincent aux paragraphes 100 à 120 de son mémoire présenté à la Commission le 6 novembre 2014;
47. J'invite les Commissaires à prendre connaissance des informations communiquées à la Commission par le Fonds de solidarité FTQ dans son mémoire auxdits paragraphes;
48. Ils permettent de bien comprendre la nature des dossiers impliquant Monsieur Vincent et mettent selon moi en perspective le rôle extrêmement marginal de ce dernier auprès du Fonds de solidarité FTQ;
49. Cela étant dit, je trouve particulièrement curieux que l'on me reproche, « en 2009, d'avoir participé à des manœuvres ayant pour objectif d'écarter discrètement certains partenaires problématiques de la SOLIM et du Fonds de solidarité FTQ, notamment Denis Vincent, Ronald Beaulieu et Antonio Accurso »;
50. En effet, d'une part on semble me reprocher d'avoir permis la réalisation de tels investissements et d'autre part, on me reproche d'avoir parrainé les désinvestissements du Fonds de solidarité FTQ dans ces dossiers;
51. Je crois comprendre que le reproche que l'on formule à mon endroit est de l'avoir fait discrètement, plutôt que de manière publique;
52. Tel qu'il appert de ce qui suit, j'imagine que ce reproche ne concerne pas les dossiers de Monsieur Antonio Accurso;
53. En effet, dès 2009 et dès que des allégations relatives à une fraude fiscale ont été faites à l'endroit des entreprises de Monsieur Accurso, le Fonds de solidarité FTQ, sous ma direction,

a imposé au printemps 2009 un moratoire de tout nouvel investissement en partenariat avec les compagnies du Groupe Accurso;

54. Tel que cela fut expliqué en long et en large à la Commission, le Fonds de solidarité FTQ avait par ailleurs déjà convenu avec Monsieur Accurso, dès novembre 2007, de désinvestir de ses compagnies de construction où le Fonds de solidarité FTQ était actionnaire;
55. Donc, le désinvestissement suivait un processus ordonné susceptible de procurer aux actionnaires du Fonds de solidarité FTQ le meilleur rendement possible bien avant que n'éclatent les diverses allégations publiques formulées à l'endroit du Groupe Accurso;
56. De fait, la liquidation des investissements du Fonds de solidarité FTQ en partenariat avec le Groupe Accurso a été complétée avant mon départ en 2014;
57. Dans les circonstances, j'estime que le Fonds de solidarité FTQ a particulièrement bien réussi son désinvestissement dans les entreprises du Groupe Accurso -- une situation qui était des plus complexe après une relation d'affaires de plus de 20 ans et une implication importante de la part de plusieurs institutions financières du Québec;
58. Je comprends d'ailleurs qu'une liste complète et exhaustive de tous les investissements faits par le Fonds de solidarité FTQ et ses compagnies affiliées dans ou avec le Groupe Accurso a été fournie à la Commission, que tous ces dossiers d'investissement ont été mis à la disposition de la Commission afin qu'elle puisse les examiner en profondeur et qu'aucun problème particulier n'a été soulevé à cet égard;
59. Je tiens aussi à rappeler que durant toutes les années pendant lesquelles le Fonds de solidarité FTQ a été associé au Groupe Accurso, ce dernier jouissait d'une réputation enviable dans l'économie québécoise et multipliait les contrats réalisés pour le compte de nombreux corps publics dont le Ministère des Transports et de nombreuses municipalités;
60. Durant cette période, les compagnies du Groupe Accurso ont aussi obtenu le soutien indéfectible des grandes banques canadiennes et autres institutions financières du Québec avec lesquelles elles ont fait affaires;
61. Il nous était impossible comme il l'était d'ailleurs pour toutes les autres institutions financières avec qui les compagnies du Groupe Accurso faisaient affaires de soupçonner l'existence de stratagèmes rendus publics depuis et faisant présentement l'objet de procédures devant les tribunaux québécois;
62. Par ailleurs, en ce qui a trait à Monsieur Vincent, dès lors que sa probité a été remise en doute par les médias, j'ai moi-même fait le nécessaire pour que nous puissions nous séparer de lui à l'amiable;

63. Pour éviter qu'une importante transaction impliquant des tiers de bonne foi n'avorte, j'ai évoqué une structure alternative de détention des parts de M. Vincent, qui n'a toutefois jamais été développée ni mise en place;
64. De fait, la solution choisie et concrétisée a été de racheter de gré à gré toutes ses participations à la satisfaction de tous les partenaires impliqués, écartant ainsi de manière définitive M. Vincent des dossiers du Fonds de solidarité FTQ et de la SOLIM;
65. S'il peut sembler blâmable pour la Commission que ce processus se soit fait de manière discrète, je tiens à rappeler à cette dernière que nous avons en tout temps un devoir fiduciaire à l'endroit des épargnants qui nous confient leurs économies et qu'il n'est pas dans leur intérêt ni dans celui du Fonds de solidarité FTQ de désinvestir dans un dossier avec fracas ou d'une quelconque manière qui risque de nous faire perdre des sommes importantes et de provoquer des litiges avec des partenaires;
66. De plus, dans un contexte d'investissements et transactions privés, nous avons un devoir de confidentialité à l'endroit de nos partenaires. Nos pratiques à cet égard sont conformes à celles des autres institutions financières qui n'ont pas intérêt non plus à agir publiquement dans un contexte similaire;
67. En définitive, que l'on me reproche « de ne pas avoir agi afin d'éviter que certains membres de la FTQ-Construction, particulièrement Jocelyn Dupuis et Jean Lavallée, puissent influencer tant le Fonds de solidarité FTQ que la SOLIM au bénéfice de leur relation » m'apparaît complètement injustifié dans les circonstances;
68. En effet, en dépit de toutes les prétentions que ces derniers pouvaient avoir, chaque dossier faisait l'objet d'une révision complète et détaillée par les équipes multidisciplinaires que j'avais moi-même créées alors que j'étais premier vice-président à l'investissement et faisait donc l'objet d'une évaluation au mérite;
69. Il en va de même pour les dossiers de la SOLIM, alors que la preuve a révélé que les dossiers étaient d'abord étudiés et recommandés par une équipe de spécialistes de l'immobilier avant de se rendre au conseil d'administration de la SOLIM et qu'aucun dossier ne se rendait au conseil d'administration sans avoir eu l'aval de cette équipe spécialisée;
70. Que le Fonds de solidarité ait investi dans quelques dossiers seulement « portés » par Jocelyn Dupuis ou Jean Lavallée ne me semble pas participer à ce que la Commission décrit comme étant une influence indue de Messieurs Dupuis et Lavallée sur notre processus d'investissement. Le fait que la Commission puisse arriver à une telle conclusion m'apparaît disproportionné;
71. En effet, alors que la Commission a passé près de 4 mois à scruter à la loupe toutes nos activités d'investissement et qu'elle a eu plein accès à tous les dossiers qu'elle a demandés, elle n'a réussi à identifier que les dossiers qui avaient par ailleurs déjà fait l'objet d'une large couverture médiatique;

72. Cela démontre que la fraction des dossiers d'investissement du Fonds de solidarité FTQ faite auprès de partenaires aux profils qui se sont avérés douteux ou qui auraient pu bénéficier de l'« influence » de Messieurs Lavallée et Dupuis est extrêmement marginale;
73. De plus, la création du Fonds de solidarité FTQ ayant été proposée par la FTQ dans le but de « favoriser le maintien et la création d'emplois, stimuler l'économie et contribuer à la formation des travailleurs et des travailleuses en matière d'économie », tel que le stipule le préambule de la loi constitutive, il est normal et conforme à la mission du Fonds de solidarité FTQ que des membres de la FTQ identifient des dossiers pouvant être présentés au Fonds de solidarité FTQ pour analyse;
74. Le Fonds de solidarité FTQ a d'ailleurs déjà traité une partie de cette question aux paragraphes 141 à 145 de son mémoire présenté à la Commission le 6 novembre 2014;
75. J'invite les Commissaires à prendre connaissance de ces paragraphes et je prie la Commission de tenir compte des informations qui s'y trouvent et des informations qui précèdent dans l'évaluation de l'opportunité de m'adresser les reproches qu'elle se propose de formuler à mon endroit;
76. Cela m'apparaît d'autant plus important que mon passage à la présidence du Fonds de solidarité FTQ aura été marqué par les réformes les plus ambitieuses que l'institution a mises en place depuis sa création en 1983;
77. De plus, je tiens à souligner que le contenu des révélations médiatiques du début de l'année 2009 m'a bouleversé au plus haut point;
78. J'aurais pu quitter le Fonds de solidarité FTQ en 2009 en pleine crise, mais ayant à cœur le maintien de la confiance des actionnaires, la protection de l'image, le rétablissement de la réputation et le bon fonctionnement de cette dernière, j'ai choisi de rester et de miser sur le processus d'amélioration continue;
79. Par conséquent, en avril 2009, soit moins de deux mois après les premières révélations médiatiques, j'ai notamment proposé et obtenu l'adoption des réformes qui faisaient en sorte que tout investissement fait par l'une ou l'autre des entités affiliées au Fonds de solidarité FTQ, y compris SOLIM, devait désormais être approuvé par une majorité d'externes, soit de personnes n'ayant aucun lien avec la FTQ ou le Fonds de solidarité;
80. J'ai également assuré la mise en place de toutes les dispositions additionnelles requises pour gérer ce que nous appelons désormais le « risque réputationnel », un risque alors moins balisé et sous pondéré dans le monde des affaires;
81. L'étendue des réformes faites sous ma direction a fait l'objet d'une présentation détaillée devant la Commission dans le cadre des audiences publiques et de même qu'un sommaire précis dans la section III du mémoire présenté par le Fonds de solidarité FTQ;




82. À cet effet, je tiens toutefois à mentionner qu'à court terme, les réformes relatives à la gouvernance devaient s'effectuer à l'intérieur du cadre de la loi constitutive du Fonds de solidarité FTQ;
83. Le Fonds de solidarité FTQ a par la suite travaillé étroitement avec les gouvernements du Québec en place pour mener à terme une réforme de la *Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)* qui fut déposée en novembre 2014;
84. De plus, je souligne que le lors d'un passage en commission parlementaire le 5 novembre 2013, un représentant de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») a témoigné à l'effet qu'elle encadrerait « de façon rigoureuse les activités du Fonds de solidarité comme celles, par ailleurs, de toutes les entreprises assujetties à la réglementation en valeurs mobilières au Québec » et a conclu que « le Fonds de solidarité a mis en place une structure de gouvernance composée de nombreux comités et conseils » et que « les mécanismes de gouvernance en place, [...] sont suivis et fonctionnent »;
85. Je rappelle en terminant à la Commission que si des défaillances existaient dans notre système, elles existaient aussi dans celui des grandes institutions financières canadiennes avec lesquelles nous faisons régulièrement des partenariats puisque ces dernières étaient également présentes dans la quasi-totalité des dossiers qui ont fait l'objet d'une analyse détaillée par la Commission;
86. Il me semble inusité dans ce contexte que je puisse faire l'objet de conclusions défavorables alors que la conduite de ces autres grandes institutions n'a même pas été analysée par cette Commission;
87. Je déplore par ailleurs que l'on me fasse des reproches sur des événements ayant eu lieu de 2007 à 2009 en les examinant avec une connaissance des faits d'aujourd'hui, en ayant eu accès aux résultats de plusieurs années de travail des divers corps policiers, lesquels bénéficiaient de très vastes moyens d'enquête. J'aurais aimé bénéficier de telles informations à cette époque;
88. Je trouve extrêmement injuste que je puisse faire l'objet de conclusions défavorables dans ce contexte alors que j'ai connu une carrière irréprochable;
89. Qu'il s'agisse de mon passage dans les forces armées canadiennes, période durant laquelle j'ai participé activement à la défense des frontières nordiques du Canada, de mes années auprès du Groupe Transcontinental ou encore de mon passage chez Postes Canada, mon honnêteté et mon intégrité n'ont jamais été remises en question;
90. Je trouve pour le moins singulier que l'analyse microscopique de quelques dossiers dont j'ai en définitive sorti le Fonds de solidarité FTQ puisse dans ce contexte conduire à des reproches et venir jeter ombrage sur ce qui s'avère par ailleurs être un parcours sans faute;

91. J'aimerais conclure en indiquant que les améliorations décrites dans le mémoire déposé par le Fonds de solidarité FTQ le 6 novembre 2014 étaient nécessaires;
92. Toutefois, j'estime tout à fait inéquitable qu'on me fasse porter le blâme pour les agissements isolés d'individus faits à notre insu et je tiens à souligner que lorsque j'ai eu en main des informations concluantes, j'ai pris rapidement et avec fermeté toutes les mesures et initiatives permettant de concrétiser les améliorations nécessaires;
93. Durant mes années au Fonds de solidarité FTQ, j'ai fait preuve d'un leadership rassembleur et performant qui a su garder les employés engagés, motivés et dévoués aux meilleurs intérêts du Fonds de solidarité FTQ et ses actionnaires et qui, je le soumets respectueusement, est incompatible avec le type de leadership qu'on me prête par le biais des reproches que la Commission se propose de m'adresser;
94. Tous les faits allégués au présent affidavit sont vrais à ma connaissance personnelle.

ET J'AI SIGNÉ

  
YVON BOLDUC

Affirmé solennellement devant moi à  
Montréal, ce 19<sup>e</sup> jour de mars 2015

  
Commissaire à l'assermentation pour le  
Québec

